

ENJEU SÉCURITÉ - Après des émeutes bien réelles, un 'plan Borne' illusoire et fictif

- Elisabeth Borne a présenté son plan banlieue en réponse aux émeutes de juin. Possibilité d'encadrer des jeunes délinquants par des militaires, sage de responsabilité parentale, possibilité aux polices municipales d'accomplir certains actes de police judiciaire...

Encore de la communication - et pas de la bonne. Quatre mois pour accoucher de ça ! Voyons en détail. Depuis vingt-cinq siècles et Aristote, on sait que "Le mot 'chien ne mord pas" ; que face à des individus immatures, très souvent mineurs lors des dernières émeutes, il faut que les paroles (ici, les propos de Mme Borne) soient suivies d'effet, sinon, ces jeunes s'en tapent ; pire encore, en ressentent une ivresse d'impunité - on a tout cassé, sans être ensuite punis. Les parents seront sanctionnés dit Mme Borne, en mode "demain, on rase gratis". Mais pourquoi attendre quand on le peut déjà ? Lecteur, sois attentif : ce qui suit prouve le côté absolument factice des menaces en l'air de la Première ministre.

Depuis belle lurette, notre Code pénal comprend un article 227-17, que voici dans son intégralité : "Le fait, par le père ou la mère, de se soustraire, sans motif légitime, à ses obligations légales au point de compromettre la santé, la sécurité, la moralité ou l'éducation de son enfant mineur est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende". S'applique-t-il aux parents de mineurs vendant, de nuit, de la drogue aux passants, incendiant des voitures ou tirant des mortiers sur la police ? Pleinement. Or aujourd'hui, cet article n'est JAMAIS employé, nulle part, dans aucun tribunal. Il n'y a pas en France un père ou une mère ayant dû payer une amende de ce chef - oublions même la nuit en prison. Eh bien demain, les mesures de Mme Borne formeront une couche de plus sur l'épaisse litière des lois de circonstance inutilisées, empilées depuis des décennies. J'ajoute que la baudruche Dupond-Moretti, Garde des sceaux par hypothèse chargé de les appliquer, lui-même bel et bien mis en examen, fait hurler de rire la France suburbaine, en mode "Dupond, c'est un bouffon".

- Est-ce que ce plan n'arrive pas un peu tard alors qu'aujourd'hui c'est un conflit identitaire voire civilisationnel qui plane au-dessus de la République ?

Qu'il arrive tôt ou tard importerait, si tout cela était destiné à quelque mise en vigueur, mais tel n'est bien sûr pas le cas. Encore un exemple. Mme Borne, jouant à la maîtresse sévère, nous parle d'un éventuel "encadrement par l'armée" des mineurs délinquants. J'ai écrit mon premier livre sur la délinquance, les banlieues, etc., voilà exactement QUARANTE ANS ; son titre était "Sur la violence sociale". Il était déjà question d'un tel "encadrement par l'armée" et depuis (cela fait 14 600 jours...) RIEN

DU TOUT n'a été fait dans le registre du réel. C'est un coup de pub' : prononcer le mot "armée" rassure l'électeur de droite ; voilà tout. Sinon, "Conflit identitaire et civilisationnel" sont de bien grands mots : il s'agit bêtement de maintien de l'ordre dans quelque 700 zones de la métropole, qualifiées par le Renseignement territorial lui-même de "quartiers de non-droit".

- Aucun acte ne restera impuni a dit Mme Borne. Le gouvernement fait preuve de fermeté ?

Fermeté à la télé, dans les interviews, etc. Mais en fait ni M. Macron, ni Mme Borne, ni Darmanin - Dupond-Moretti ne sont capables de la plus minime autorité ou fermeté sur le terrain. Qu'ils veuillent se désengager et refiler la patate chaude du maintien de l'ordre des zones hors-contrôle aux polices municipales, en dit long sur la frousse qu'ils éprouvent. Dès qu'il s'agit de maintenir ou restaurer l'ordre, ils partent battus d'avance, plongés qu'ils sont dans la hantise d'une autre émeute, voire de la guerre civile. On l'a vu fin juin - début juillet passé : les forces de l'ordre se sont bien gardées de reprendre le contrôle, une bonne fois pour toutes, des banlieues d'où provenaient l'essentiel des émeutiers. Elles en sont restées à distance.

- Est-on dans une période de dé-civilisation comme Emmanuel Macron le signifiait en mai dernier ou bascule-t-on dans une atmosphère de guerre civile ? A force de vivre côte à côte, on va finir par être face à face ?

Rien de ça. Les lascars des banlieues ne sont forts que de l'insigne faiblesse de l'État. Ce sont des âmes simples : l'État régalien recule ? Ils avancent. Eux savent mieux que personne que M. Darmanin ment, simule, mais sous ses rodomontades, qu'il n'y a rien de sérieux. Les dealers voient mieux que quiconque l'ineptie du "pilonnage" des supermarchés de la drogue, vantés par M. Darmanin et sa pauvre préfète de Marseille. Caïds et dealers savent Ô combien, que si désormais, ils vendent leur cocaïne 60, voire 50, euros le gramme, au lieu de 80 euros quand M. Darmanin est arrivé à l'Intérieur, c'est parce que cette drogue inonde le marché tant et si bien que son prix baisse, par simple effet de la loi de l'offre et de la demande.

- Ce plan banlieue, est-ce qu'il répond à la problématique alors qu'une partie de la population ne comprend que le rapport de force ?

Le milieu criminel n'est pas peuplé de docteurs en physique nucléaire, mais d'individus bornés, rusés, cruels, réagissant à un stimulus basique, la logique coût-bénéfice, par une constante pratique, l'effet de déplacement. Quand "ça craint" trop, j'attends ou je vais (vendre de la drogue... tuer un rival...), ailleurs. S'ils s'entretuent aujourd'hui sans vergogne et toujours plus, s'ils vendent leurs stupéfiants au nez et à la barbe de forces de l'ordre impuissantes, c'est que les instances de répression ne les impressionnent plus. Ces malfaiteurs doivent donc être matés - dans le strict respect du code pénal - mais matés. Penser que MM. Macron, Darmanin, Dupond-Moretti et la si terne Me Borne, sont capables de ça, est une sinistre farce. ■